

# Radicaliser le programme : la réponse de la gauche à la crise

**Euclide Tsakalotos**

**D**epuis l'éclatement de la crise économique, la plupart des décideurs politiques et des analystes ont été « dépassés par les événements » ; c'est-à-dire qu'ils ont sous-estimé en permanence la gravité de la crise économique en même temps que la nature radicale de la réponse à lui apporter.

## **Mise en perspective**

En premier lieu, avec le plan Brown pour les banques et la promesse d'une réponse dynamique faite par Obama lors de son investiture, il a semblé que les forces politiques du centre seraient mieux placées que leurs opposants de droite pour y répondre. Cependant des contradictions et des ambiguïtés importantes n'ont pas tardé à apparaître : jusqu'où l'État devait-il aller dans son contrôle du système bancaire ? Fallait-il considérer ce nouveau rôle de l'État comme temporaire ou comme participant d'une solution à plus long terme ? Faut-il interpréter le pacte de stabilité européen de façon plus flexible ou préconiser respectueusement mais néanmoins fermement son enterrement ? On ne peut pas dire que les sociaux-démocrates aient trouvé facile de traiter ces questions. La raison n'est pas qu'ils aient été incapables de voir la nécessité de répondre à quelques-uns des aspects de la crise économique en termes d'intervention de l'État, de régulation ou de stratégie macroéconomique plus dynamique ; elle est que ce retour partiel vers Keynes n'est lié à aucune conception claire sur l'élargissement de cette stratégie et sur le genre de modèle économique nécessaire pour remplacer le néolibéralisme, une fois la crise maîtrisée.

Car le keynésianisme d'après-guerre ne consistait pas simplement en un ensemble de techniques pour s'attaquer à la récession et gonfler la demande. Il représentait en même temps un patchwork, vaste et relativement cohérent, d'éléments politiques, sociaux et économiques. Ce patchwork tenait compte de certains rapports entre les agrégats fondamentaux de l'économie (par exemple entre les profits et les salaires, ou entre l'investissement et la consommation), de certaines normes concernant le niveau d'inégalité acceptable (le niveau des salaires aux deux bouts de l'échelle des revenus, la prise en charge des handicaps et des chômeurs, etc.) et de dispositions qui, de multiples façons, institutionnalisèrent la voix d'importants groupes sociaux, et pouvaient jusqu'à un certain point « corriger » par des moyens politiques les conséquences du marché. Assurément, il n'y a jamais eu, dans cette ère de l'après-guerre, un modèle économique unique pour toutes les économies capitalistes avancées, mais toutes comportaient quelques-uns de ces éléments à un degré plus ou moins grand.

Les contradictions actuelles de la social-démocratie et du centrisme politique reflètent le fait qu'ils n'ont aucune idée de ce qui doit remplacer le modèle néolibéral des vingt dernières années. Comment pourrait-il en être autrement depuis le temps qu'ils opèrent sous l'emprise hégémonique des idées néolibérales ?

Aussi nous semble-t-il de la plus grande importance de comprendre la faillite du modèle néolibéral si nous voulons être en mesure de le dépasser. C'est la seule façon de formuler une réponse à la crise qui soit en même temps en lien avec une certaine conception d'un modèle économique viable pour le long terme. La plupart des analyses de gauche assignaient au néolibéralisme deux buts principaux <sup>1</sup>. Le premier était le rétablissement de la domination de classe. Cette domination, expliquait-on, avait été sérieusement entamée par les éléments de la solution antérieure mentionnée plus haut – les correctifs « politiques » apportés au fonctionnement du marché, les nationalisations et l'intervention étatique, la force du mouvement syndical, etc. Le second était de préparer le terrain pour une reprise élargie de l'accumulation du capital, un nouvel « âge d'or », mais cette fois selon les exigences du capital. Il est évident que, dans les analyses néolibérales, le premier but était la condition nécessaire du second car, dans la logique de ce raisonnement, c'étaient justement les éléments du modèle keynésien qui avaient étouffé le dynamisme des marchés et l'esprit d'entreprise.

Vue sous cet angle, la question cruciale de l'échec du projet néolibéral se pose de façon plus concrète. Comment expliquer l'échec du néolibéralisme à remplir son second objectif alors qu'il avait si bien réussi à atteindre le premier ? Il est difficile de contester la réussite du premier. La baisse de la valeur réelle du salaire minimum, la réduction sévère du taux de syndicalisation et le mouvement de dérégulation économique sont simplement trois des trans-

formations institutionnelles qui ont étayé la restauration de la domination de classe du capital <sup>2</sup>. De plus, ces transformations sont clairement exprimées à travers l'énorme augmentation des inégalités de revenu et de richesse observée dans les économies les plus libérales <sup>3</sup>. Aucune économie avancée ne connaît tout à fait, depuis le début des années 1970, la stagnation du salaire réel observée aux États-Unis mais, dans la plupart des économies, les salaires n'ont pas suivi les augmentations de productivité et la part des salaires dans le revenu national a décliné. Aussi devons-nous comprendre ce paradoxe qu'a été l'échec du néolibéralisme en dépit de « sa réussite » en termes d'économie politique. Et, comme nous le verrons, dénouer les fils de ce projet nous aidera à mieux comprendre non seulement les dilemmes auxquels se heurte la social-démocratie mais aussi les bases d'une réponse de la gauche pour prétendre à devenir hégémonique.

### **Comprendre l'échec du néolibéralisme**

Il y a lieu de débattre de l'étendue de l'échec de l'épisode néolibéral. Certains avancent que ce que nous avons sous les yeux est une mauvaise réponse à une crise d'accumulation (capitaliste) qui a commencé à se manifester dès la fin des années 1960. En d'autres termes, le néolibéralisme n'a jamais été en mesure de fournir les marchandises promises comme juste retour au développement de l'accumulation du capital dans cette période. D'autres sont plus optimistes quant au bilan général du néolibéralisme : ils s'appuient sur le fait que le capitalisme a vraiment connu une période dynamique au cours de ces quelques dernières années, ce qui est évident à l'examen des données économiques depuis le début des années 1980. D'autres encore considèrent la période comme n'étant ni une période de crise permanente, ni une période de dynamisme, mais une période de stagnation relative <sup>4</sup>. Mais, quoi qu'il en soit, il est clair que l'épisode néolibéral s'est achevé par une crise majeure qui peut à ce stade ressembler à celle de l'entre-deux-guerres, ce qui nous amène légitimement à demander des explications à cet égard, même si, comme nous l'avons dit, il a connu un tel succès dans ses efforts pour rétablir la domination de classe.

Manifestement, à l'heure présente, il est peu probable que nous trouvions une cause unique à cette crise. Par exemple, un fil de l'explication serait peut-être que l'on a exagéré l'ampleur de la défaite des forces de gauche, à la fois en termes de représentation politique et au vu du niveau des mouvements sociaux. Pour preuve, le niveau de résistance depuis 2000, particulièrement dans l'hémisphère Sud, en a surpris plus d'un. De plus, les néolibéraux eux-mêmes avancent l'idée que les « réformes » nécessaires, surtout des marchés du travail, n'ont pas été effectuées assez profondément ni assez rapidement, surtout en Europe. Mais ce raisonnement omet le fait que la crise actuelle à la fois est née et a présentement des conséquences plus graves dans les économies les

plus libérales—c'est-à-dire dans les économies qui ont sans aucun doute réussi à pousser le plus loin le gros du programme néolibéral. Une autre explication fait plutôt ressortir que les néolibéraux ont pu se tromper en misant sur le fait qu'un faible niveau de salaire, conjugué à la flexibilité du marché du travail, était en mesure d'améliorer les performances économiques. Les marxistes, également, sont assez enclins à mettre la revitalisation du capitalisme sur le compte de la faiblesse des salaires. C'est ainsi que même Robert Brenner, dont l'analyse de la crise des années 1970 ne repose pas sur l'hypothèse de hauts salaires conjugués à la restriction des profits mais sur la concurrence entre capitalistes, constate que certaines économies ont pu à certains moments y gagner dans la période qui a suivi 1974, dans la mesure où elles ont pu freiner les salaires<sup>5</sup>. Mais il pourrait se faire qu'une amélioration de l'accumulation du capital ait besoin de s'appuyer sur une dévalorisation—une destruction—plus forte de capital. On pourrait invoquer le rôle de la Seconde guerre mondiale après la grande Dépression comme preuve pour appuyer un tel argument.

Mais il y a une autre possibilité qui n'est pas nécessairement en contradiction avec d'autres explications. Il se pourrait fort bien que le projet néolibéral ait été fondamentalement en rupture avec les exigences d'économies modernes plus complexes. On se souvient de la prédiction de Marx dans *Le Capital* et ailleurs, en relation avec le caractère de plus en plus socialisé du capital. Mais l'argument que je veux développer ici peut être présenté dans des termes qui sont à la fois ceux d'une économie orthodoxe et ceux d'approches beaucoup plus hétérodoxes. Ainsi, au regard de la première, Barry Eichengreen<sup>6</sup> a expliqué que le succès de l'économie d'après-guerre a été basé en partie sur la recherche de solutions aux divers problèmes de coordination qui se posent à une économie de marché. Le détail des solutions institutionnelles qui étaient proposées importe moins—elles diffèrent en tout cas selon les diverses économies du capitalisme avancé, reflétant les différentes expériences historiques ainsi que les différentes configurations du pouvoir de classe—que le fait qu'elles favorisaient la dissémination de l'information, accroissaient la confiance et promouvaient la coopération. On peut arriver à une vue du même ordre à partir de la « double circulation » de Karl Polanyi qui conteste la viabilité, sans parler de l'efficacité, de toute libéralisation radicale de l'économie et de la marchandisation de la plupart des fonctions de la société.

Mais un constat similaire a été fait dans une problématique plus radicale. Cette logique est implicite dans beaucoup de travaux théoriques marxistes portant sur le caractère de plus en plus social de la production, même à l'intérieur du capitalisme. De plus, on constate qu'il en est de même, de façon implicite du moins, à travers les mouvements sociaux qui contestent la mondialisation néolibérale. Dans le schéma de Polanyi, toute nouvelle orientation radicale dans la voie de la libéralisation tendrait tôt ou tard à être contrecarrée par une réaction institutionnelle allant vers une re-régulation, à mesure que

deviennent visibles, en termes d'effets sur les individus, les groupes sociaux et l'environnement, les conséquences négatives de cette libéralisation. La nouveauté que les mouvements sociaux apportent à cette approche est que ce « retour de balancier » n'a pas besoin nécessairement de venir des institutions d'en haut—il peut tout aussi facilement venir d'interventions sociales d'en bas.

L'emprise de l'idéologie néolibérale, conjuguée à la perte de la mémoire historique sur le rôle des mouvements sociaux pendant les années où la social-démocratie s'est constituée, fait qu'il est difficile pour les sociaux-démocrates de saisir un tel concept. Bien trop souvent les mouvements sociaux se voient écartés, ou bien leur influence est minimisée, parce qu'ils sont réduits à un rôle de protestation ou d'opposition bornée. Mais, dans les années où la social-démocratie s'est formée, les sociaux-démocrates de toutes tendances avaient conscience que la classe ouvrière ne représentait pas seulement un mouvement protestataire mais était porteuse de nouvelles idées et de nouvelles pratiques qui incluaient des éléments essentiels de l'alternative proposée par la gauche pour l'économie et la société. Les valeurs de solidarité, de participation et de délibération forgées par les travailleurs au sein de leur syndicat étaient considérées comme vitales non seulement dans l'opposition au capitalisme mais aussi comme des éléments essentiels dans l'instauration d'un modèle économique alternatif crédible. Il en est de même pour les mouvements sociaux actuels. C'est le cas, par exemple, pour un mouvement social qui se bat pour des espaces libres d'accès dans les centres urbains et qui ne vise pas uniquement à empêcher les constructeurs privés de privatiser les terrains communaux. Que ce soit de manière implicite ou explicite, il propose de nouvelles pratiques permettant d'identifier les besoins sociaux des citoyens, tout comme d'autres pratiques de gestion des espaces publics. On peut étendre le champ de tels exemples presque à volonté : syndicats qui veulent gérer leurs fonds de pension ; communautés qui veulent qu'on tienne davantage compte de ce qu'elles ont à dire en ce qui concerne leurs écoles ; régions qui veulent avoir accès à des réserves d'eau gratuites, etc.

Dans tous les cas cités ci-dessus, on met en avant des pratiques qui, à plus ou moins grande échelle, cherchent à contester les solutions marchandes.

Le raisonnement que la gauche a besoin de tenir est que de tels défis ne sont pas simplement séduisants d'un point de vue social ou moral mais qu'ils représentent une voie alternative réaliste pour améliorer l'efficacité économique. Les économies complexes modernes nécessitent une solidarité, une coordination et une participation à haute dose, alors que la ligne directrice essentielle du capitalisme, et pas simplement dans sa variante néolibérale, est hostile à ces trois valeurs. C'est du moins l'explication d'une partie de la crise actuelle, et elle s'applique de toute évidence au système financier où la libéralisation des règles et des principes du marché a provoqué d'énormes dégâts, mais également dans bien d'autres secteurs <sup>7</sup>. C'est pour cette raison que la gauche

a un avantage important dans la conjoncture actuelle en ce qui concerne la démocratisation sociale. Elle peut proposer en réponse à la crise des mesures immédiates qui soient en même temps liées à l'image d'ensemble du type de modèle économique souhaitable à plus long terme—un modèle économique qui soit basé sur des valeurs et des principes spécifiquement de gauche.

### **Économie politique et modèles économiques**

S'il est vrai que la gauche sous toutes ses formes (partis, syndicats, mouvements sociaux, etc.) est porteuse de solutions économiques combinant efficacité et équité, il s'ensuit certaines conséquences.

La première est que le capital, toutes choses égales par ailleurs, a logiquement intérêt à s'opposer aux interactions sociales dans l'économie, surtout si elles se concrétisent par des institutions sociales qui incarnent des principes de production et de distribution non marchands. En règle générale, l'économie capitaliste ne choisit pas les pratiques économiques sur la base de l'efficacité économique. Le capital s'intéresse en premier lieu aux solutions qui accroissent les profits tirés d'activités existantes et qui étendent le champ du profit à de nouvelles activités. Il se soucie également de ce que ses prérogatives de direction—et d'autres formes de pouvoir—ne soient pas contestées. Ainsi, selon les analyses récentes d'Erik Olin Wright <sup>8</sup>, les capitalistes s'opposent logiquement à l'accroissement des interactions sociales de l'économie même si ceci améliore la performance économique générale. La raison en est qu'une telle intrication a tendance à augmenter le pouvoir des travailleurs et d'autres groupes sociaux, ainsi que le caractère séduisant de solutions collectives.

Il s'ensuit donc que le conflit et la lutte sont des composantes inévitables de toute solution à la crise. La droite et la gauche se sont combattues pendant de longues périodes de l'Histoire mais il est important de comprendre que les informations rendues disponibles dans chacune de ces périodes sont sujettes à d'importantes variations. C'est ainsi qu'il est peu probable que le capital acquiesce facilement à quelque retour que ce soit du modèle social-démocrate de la période d'après-guerre, précisément parce qu'il a fait l'expérience des dangers d'un tel règlement. Dans les années 1970, le capital ne pouvait s'empêcher de regarder avec horreur le virage à gauche du parti travailliste en Grande-Bretagne, la création du programme commun de gouvernement en France, le soutien apporté par les sociaux-démocrates suédois au plan des salariés visant à la socialisation du capital. Dans la conjoncture actuelle, il a toutes les raisons de s'opposer au contre-mouvement de Polanyi, même s'il a du sens sur le terrain économique.

Et c'est précisément le dilemme auquel doit faire face la social-démocratie moderne. Les sociaux-démocrates sont incapables d'avoir la vision claire d'un modèle viable dans l'avenir parce qu'il n'est pas du tout assuré que le capital donnera son accord à un tel modèle. Ce qui affecte fortement l'effica-

citée des réponses sociales-démocrates à la crise, même à court terme. Dans quelle proportion le système financier doit-il être soumis au contrôle étatique ? Faut-il considérer ce rôle de l'État comme une mesure temporaire ou comme élément caractéristique durable du modèle économique une fois la crise résolue ? A-t-on besoin d'une réorientation radicale des activités financières ? ou bien les institutions financières peuvent-elles être autorisées à décider leurs priorités elles-mêmes bien qu'avec un niveau plus strict de surveillance et de régulation ? Les sociaux-démocrates restent hésitants et ambigus au regard de ces questions parce qu'aucune proposition de court terme n'est liée à des solutions de long terme. C'est ainsi, par exemple, que l'on a peu réfléchi à la question de savoir d'où le dynamisme économique doit provenir—et si ce n'est pas la consommation à travers le crédit, quel élément prendra sa place ?

Ce que la social-démocratie ne peut accepter pour le moment, c'est que tout nouveau modèle comportera un règlement économique politique avec des gagnants et des perdants nettement identifiés. Tout nouveau règlement ne nécessitera pas seulement d'être mis en application mais, d'une certaine façon, devra être imposé. La social-démocratie a oublié que le règlement d'après-guerre s'est aussi fondé sur des éléments importants de contrainte—le capital craignait le mouvement ouvrier, il y avait le respect gagné par de nombreux partis de gauche pendant la Résistance et, ce qui n'est pas le moindre, la capacité de l'Union soviétique à agir comme pôle alternatif<sup>9</sup>. L'idée qu'un nouveau règlement pourrait s'imposer sans qu'il y ait de semblables combats ni un changement dans le rapport des forces de classe n'est soutenue par aucune réflexion historique, encore moins théorique. Et pourtant la social-démocratie n'a fait que renoncer à la mobilisation sociale en tant qu'instrument pour changer le rapport des forces dans la société<sup>10</sup>. À cet égard aussi la gauche a pris l'avantage sur la social-démocratie. Elle a bien conscience que tout modèle économique alternatif sera la conséquence d'une modification significative dans les regroupements actuels des forces sociales.

### **Radicaliser le programme**

C'est le contexte dans lequel la gauche doit radicaliser le programme. Il est facile d'oublier que l'offensive contre les mesures sociales-démocrates d'après-guerre a commencé par un sérieux réexamen idéologique des valeurs et des idées de la droite. Comme G. A. Cohen<sup>11</sup> l'a indiqué : « Un ingrédient essentiel dans la percée de la droite a consisté en un sentiment d'assurance intellectuelle qui se fondait sur le travail théorique accompli par des universitaires tels que Milton Friedman, Friedrich Hayek et Robert Nozick. Dans un sens qui doit nous faire réfléchir, ces auteurs n'ont pas proposé de nouvelles idées. Non, au contraire, ils ont exploré, développé et réaffirmé carrément les principes traditionnels de la droite [...] Vues sous l'angle de propositions pratiques, les théories de Friedman, d'Hayek et de Nozick étaient de la folie

pure, de la folie précisément en ce sens où il fallait être fou pour imaginer que de telles propositions (c.-à-d. l'abolition de toute régulation des normes professionnelles et de sécurité au travail, l'abolition des monnaies nationales, l'abolition de tout dispositif de protection sociale) puissent être appliquées à court, moyen ou long terme. Ces théories relèvent de la folie pure précisément parce qu'elles sont d'un fondamentalisme intransigeant : elles n'ont pas été conçues l'œil rivé sur le calendrier électoral, et c'est pour cette raison que le service qu'elles peuvent rendre dans le combat électoral ou dans d'autres combats politiques est très grand. Les politiciens et les militants peuvent avancer avec conviction leurs propositions de-droite-pas-si-sottes parce qu'elles ont une force de conviction fondée sur une profondeur de conviction, et cette profondeur provient d'une théorie qui est trop fondamentale pour être directement mise en pratique.» La relation entre valeurs, principes opérationnels et fixation d'un calendrier a été ironiquement, et jusqu'à une date très récente, mieux comprise par la droite du spectre politique. David Coates<sup>12</sup> a énoncé ce projet politique de la «Nouvelle droite» en termes politiques plus concrets par rapport à l'expérience britannique. «Pour tout ce que Margaret Thatcher a été d'autre, elle a été véritablement une politicienne au sens gramscien. Au faite de sa puissance, Thatcher a réinstauré le lien entre valeurs et politiques mises en œuvre dans la vie publique britannique, restitué aux idées (et à l'idéologie) un rôle central en matière de *leadership* politique et exigé de ses soutiens non seulement qu'ils aient foi dans leurs convictions essentielles mais qu'ils les pratiquent et les appliquent jusqu'au bout. Comme toutes les forces politiques qui réussissent dans les sociétés démocratiques, Thatcher s'est servie des valeurs et des aspirations essentielles auxquelles nous tenons tous (les valeurs de liberté et de droits individuels, les aspirations à la prospérité et au progrès), les a nouées en une série de principes d'action (dans son cas, sans conteste, le principe du marché libre et sans entraves) pour ensuite, avec constance, détermination et une grande assurance, appliquer ce principe d'action à la réalisation de ces valeurs et aspirations, secteur après secteur.»

La gauche, avec naturellement des changements importants, doit tendre à un projet hégémonique. Dans toute crise, ce qui est en jeu ce sont les idées qui donneront l'explication la plus cohérente de cette crise. Les néolibéraux, comme la nouvelle droite, ont été en mesure d'établir cette domination en ce qui concerne les interprétations de la crise des années 1970–faillite due à l'intervention étatique, à la puissance des syndicats, à l'État-providence qui affaiblissaient les incitations du marché etc. Dans la crise actuelle, il est possible de tourner en ridicule de semblables allégations. *A contrario*, alors que la social-démocratie est encore sous l'empire du consensus antérieur, la gauche a une occasion idéale pour regagner une position idéologique dominante concernant l'interprétation de la crise.



L'idée défendue ici est que la gauche n'est pas en manque d'idées pour atteindre ce but. La gauche dispose cependant d'un avantage supplémentaire sur ses rivaux idéologiques. Il ne tient pas seulement au travail des théoriciens de gauche, mais aussi, comme cela a été avancé dans cet article, au fait que les mouvements sociaux sont eux-mêmes porteurs d'idées et de pratiques nouvelles. Les mouvements sociaux, y compris le mouvement de la classe ouvrière, ont compris qu'ils ont besoin de contribuer à une transformation radicale des rapports de pouvoir si une alternative au néolibéralisme doit voir le jour. Mais dans le processus même de la contestation du pouvoir du capital, les mouvements sociaux font émerger des modes différents de production et de distribution, des modes qui combinent efficacité et équité.

Radicaliser le programme politique implique de restaurer les liens entre ce que la gauche propose à court terme et sa conception, visant davantage le moyen terme, d'un modèle alternatif pour l'économie. Le point de vue défendu ici est que forger de tels liens constitue un objectif très difficilement accessible pour les forces de la social-démocratie. Et donc, au lieu d'intervenir dans le débat public d'orientation sur ce qu'il faut faire par rapport à la crise, en essayant d'infléchir légèrement à gauche les propositions de la social-démocratie, ce qu'il faut, c'est avoir assez d'assurance pour proposer des solutions radicales inspirées de nos propres valeurs, aspirations et principes d'action. Une telle approche peut constituer, pour la gauche, le socle d'une ligne politique hégémonique, pour la première fois depuis de nombreuses générations.

## Notes

1. Voir, par exemple, Harvey, D. (2007). *A Brief History of Neoliberalism*, Oxford University Press; et Glyn, A. 2006. *Capitalism Unleashed: Finance, Globalization, and Welfare*, Oxford University Press.
2. Voir Fortin, N. M. et Lemieux, T. (1997). «Institutional Changes and Rising Wage Inequality: is there a linkage?», *Journal of Economic Perspectives*, 11, 2, 75-96, pour le rôle de ces facteurs aux États-Unis.
3. On peut lire un compte-rendu précoce du renversement de la tendance d'après-guerre vers une plus grande égalité dans: Harrison, B. and Bluestone, B. (1988). *The Great U-turn: Corporate Restructuring and the Polarization of America*, New York, Basic Books. Et d'autres, plus récents, qui analysent le phénomène en détail dans: Green, F., Henley, A. and Tsakalotos E. (1994). «Income Inequality in Corporatist and Liberal Economies: a comparison of trends within OECD countries», *International Review of Applied Economics*, 8, 3, 303-331; Atkinson, A. B. (1997), «Bringing Income Distribution in From the Cold», *Economic Journal*, 107, 297-321; et Piketty, T. and Saez, E. (2003). «Income Inequality in the United States, 1913-1998», *Quarterly Journal of Economics*, 68, 1, 1-37.
4. Beaucoup de ces débats traitent de façon empirique les années 1970. Si l'on prend toute la période d'après 1974 comme une seule entité, alors les chiffres ne paraissent pas si bons en ce qui concerne la performance économique (comparée à «l'âge d'or»). Si l'on exclut la période 1974-1982, la situation paraît bien meilleure.
5. Anderson, P. (2005), *Spectrum: From Right to Left in the World of Ideas*, Verso Books, porte un jugement globalement positif sur la contribution de Brenner pour notre compréhension de l'ordre économique des années post-1970, et met aussi l'accent sur certaines ambiguïtés concernant le rôle des salaires soit comme une cause des crises, soit comme un élément essentiel du rétablissement d'après-crise.

6. Voir Eichengreen, B. (1996). «Institutions and economic growth: Europe after World War II», in N. Crafts and G. Toniolo (eds), *Economic Growth in Europe since 1945*, CEPR, Cambridge University Press, chapitre 2.
7. Il suffit de penser aux aberrations qui ont suivi la nationalisation des chemins de fer au Royaume-Uni.
8. Wright, E. O. (2004). «Beneficial Constraints: beneficial for whom?», *Socio-Economic Review*, 2, 3, 407-414.
9. Brenner, R. (2007). «Structure vs. Conjuncture», *New Left Review*, 43 second series, 33-59, a avancé l'idée que de telles considérations s'équilibrent dans le cas des États-Unis.
10. Comme Frank, T. (2004). «Bush, the working class hero», *The New Statesman*, 30 August, l'explique dans le cas des États-Unis : les Démocrates ayant abandonné toute opposition frontale avec leurs opposants Républicains sur le terrain de la politique économique, et ceci conjugué au fait que les problèmes des bas salaires, des inégalités, etc., aient été retirés de leur programme politique, les Républicains ont pu mobiliser la base sociale des Démocrates sur toute une série d'enjeux culturels. La capacité de la droite européenne à mobiliser sur le terrain du nationalisme et de l'anti-immigration peut être considérée en termes similaires.
11. Cohen, G. A. (1994). «Back to Socialist Basics», *New Left Review*, 207, souligné dans l'original.
12. Coates, D. (1996). «Labour Governments: old constraints and new parameters», *New Left Review*, 219, souligné dans l'original.

